

2 - 6 AVRIL 2025

ERASMUS + GENES

Programme

LE LOGEMENT SOCIAL ET SOLIDAIRE DANS LES BIENS
CONFISQUÉS ET RÉAFFECTÉS SOCIALEMENT



Crim'HALT

Sommaire

<u>Participants</u>	2
<u>Partenaires</u>	3
<u>Le projet ERASMUS + et Crim'HALT</u>	6
<u>Programme journalier détaillé</u>	8
<u>L'affectation sociale en Italie</u>	9
<u>La criminalité organisée à Gênes</u>	11
<u>Focus : L'affectation sociale à Gênes</u>	12
<u>Plan des biens confisqués à Gênes</u>	14
<u>Association Pas à Pas</u>	15
<u>Fondation Gigi Ghirotti</u>	17
<u>CicloRiparo</u>	19
<u>EnigMalavita</u>	20

Participants

- Fabrice Rizzoli, docteur en sciences politiques, enseignant à Sciences Po Paris et à l'HEIP, président et co-fondateur de l'association Crim'HALT
- Eva Sonneville, juriste en droit franco-italien, auteure d'un mémoire sur l'usage social des biens confisqués, une analyse comparée entre l'Italie et la France
- Arnaud de Laguiche, directeur du secteur immobilier, en charge des affectations sociales au sein de l'AGRASC (Agence de gestion et recouvrement des avoirs saisis et confisqués)
- Françoise Delvoye, présidente de la Branche Logement de la Fédération Nationale Habitat et Humanisme, ex présidente d'Habitat et Humanisme Nord-Pas-de-Calais
- Philippe Lacroix, chargé de mission au Haut Comité pour le Droit au Logement
- Delphine Jarraud, déléguée générale de l'Amicale du Nid
- Bertrand Lapostolet, dirigeant de la foncière solidaire SNL-Prologues
- Michèle Attar, vice-présidente de l'association Aurore et ancienne directrice générale de Toit et Joie (Poste Habitat)
- Etienne Fabris, dirigeant du GIE la Ville Autrement
- Céline Bukin, journaliste, diplômée en Criminologie
- Martin Fort, journaliste indépendant, auteur de plusieurs articles sur l'usage social des biens confisqués
- Victor Le Boisselier, journaliste en Sicile, couvre notamment les sujets liés à la mafia ainsi qu'à l'antimafia

Partenaires

Fondation Auxilium : un engagement au service des plus vulnérables



La Fondation Auxilium est un organisme ecclésial, expression de l'Église de Gênes, soutenu par la Caritas Diocesana. Elle exerce ses activités en tant qu'organisation à but non lucratif d'utilité sociale (Onlus). Le terme latin auxilium ne signifie pas simplement « aide » mais désigne l'action de celui qui accompagne et fait grandir.

Fondée en 1931, la Fondation Auxilium agit en faveur des personnes en situation de précarité temporaire ou durable à Gênes. Aujourd'hui, elle accompagne plus particulièrement :

- les personnes sans domicile,
- les personnes étrangères, réfugiées et demandeuses d'asile,
- les personnes vivant avec le VIH/sida,
- les victimes de la prostitution,
- les familles en difficulté.

Sa mission est d'assurer la promotion intégrale de la personne humaine, en cohérence avec la doctrine sociale de l'Église.



Des actions concrètes pour répondre aux besoins sociaux

La Fondation Auxilium développe une large gamme de services et de projets visant à lutter contre l'exclusion et à accompagner les personnes vulnérables vers l'autonomie.

- Services de première nécessité : hébergement, alimentation, hygiène, vêtements, etc.
- Accompagnement social : écoute, conseil, orientation vers les ressources locales, accompagnement administratif.
- Insertion et innovation sociale : projets spécifiques pour répondre à des problématiques ciblées et expérimenter de nouvelles approches.

Certains projets sont menés en partenariat avec les institutions publiques, d'autres en totale autonomie. Auxilium intervient en situation d'urgence, tout en œuvrant pour des solutions durables aux enjeux sociaux persistants.

Une approche fondée sur l'engagement des volontaires et des professionnels

L'efficacité de la Fondation repose sur la collaboration entre volontaires et professionnels, chacun ayant des rôles distincts mais complémentaires. Cette synergie garantit à la fois rigueur méthodologique et richesse du lien humain.

Tous les intervenants bénéficient d'une formation continue et d'une supervision régulière. Ce modèle est renforcé par le Réseau Auxilium, qui regroupe :

- l'Association pour l'Auxilium,
- les Volontaires pour l'Auxilium,
- les coopératives sociales **Il Melograno** et Emmaus Genova.

Les chiffres clés de 2023 :

- 1 126 personnes accompagnées (+103 par rapport à 2022)
- 22 % de mineurs
- 54 % d'étrangers et 46 % d'Italiens
- 23 appartements utilisés pour l'hébergement, dont 5 biens confisqués à la mafia
- 304 places d'hébergement gérées par le Réseau Auxilium

Biens confisqués à la criminalité organisée et gérés par la Fondation Auxilium :

- Via San Luca 3A 4
- Vico Chiuso Delle Formiche 3/1
- Vico Gattagà 4/2
- Vico Della Neve 3/4
- Via Andrea Prasio 1/14



« Ceci n'est pas une devanture, mais un bien confisqué à la criminalité organisée qui est une ressource pour la communauté »

Partenaires

Il Melograno : un acteur clé du soutien social

Il Melograno est une coopérative sociale spécialisée dans le secteur socio-éducatif.



Ses travailleurs sociaux accompagnent les personnes en difficulté dans les centres Auxilium et interviennent dans divers domaines :

- services socio-éducatifs,
- accueil et hébergement,
- prévention,
- accompagnement vers l'autonomie.

Au fil des ans, Il Melograno a renforcé sa collaboration avec la Fondation Auxilium et la Caritas Diocesana de Gênes, jusqu'à former un véritable réseau impliquant :

- la coopérative sociale Emmaus Genova,
- les Volontaires pour l'Auxilium ODV,
- l'Association pour l'Auxilium APS,
- l'Association La Staffetta.

En parallèle, Il Melograno a noué des partenariats avec d'autres acteurs du secteur associatif, tant au niveau régional que national, consolidant ainsi son engagement en faveur de l'inclusion sociale.



Nos contacts :

- **Alberto Mortara** : Support Projets, Innovation, Relations en Réseau et Gestion Immobilière
- **Paolo Parodi** : Ressources humaines, aspects juridiques de la Fondation Auxilium
- **Stefania Zedda** : de la cooperative Il Melograno - Responsable chez Auxilium des personnes sans domicile fixe.
- **Luca Feletti** : opérateur de Il Melograno



Le projet ERASMUS + et Crim'HALT

À propos de Crim'HALT

Crim'HALT est une association fondée en **2015** par Fabrice Rizzoli, avec des étudiants et professionnels engagés. Elle vise à contribuer à l'émancipation des citoyens face à toutes les formes de criminalité préjudiciables à la société, telles que la criminalité organisée, la corruption ou encore la délinquance économique et financière.

Elle agit à la fois auprès des institutions et du grand public en développant des actions de sensibilisation et en diffusant des pratiques innovantes. Convaincue de l'efficacité du système antimafia italien, l'association a cherché à structurer un argumentaire solide pour démontrer notamment l'intérêt de l'usage social des biens confisqués en France.

Pour ce faire, elle a tiré parti du programme européen Erasmus+, qui soutient l'éducation et la formation des adultes à travers des échanges et collaborations internationales. Ce programme lui a permis d'organiser plusieurs séjours de formation en Italie pour observer sur le terrain l'application du modèle antimafia et en adapter les meilleures pratiques au contexte français.

Les projets ERASMUS + organisés par Crim'HALT

- **Naples** (2019) : Formation aux stratégies de plaidoyer et découverte des modèles d'affectation sociale des biens confisqués avec le *Comitato Don Peppe Diana*
- **Calabre** (2020) : Immersion au sein des coopératives antimafia (*Cooperativa Vale del Marro*), en partenariat avec *Terre de Liens* et *Culture Contre Camorra*, pour étudier le rôle du secteur associatif et de l'économie sociale et solidaire
- **Sicile** (2022) : Séjour de formation à Palerme et Trapani en partenariat avec le *Centro Impastato* et *Addio Pizzo*, avec des membres d'*Anticor*, de l'*Association Bonifacienne Comprendre et Défendre l'Environnement*, de *Terre de liens*, du collectif *Maffia NÒ – A vita IÈ*, du *Collectif Maxime Susini* ainsi que des journalistes et des parents de victimes de la mafia pour échanger avec des acteurs locaux sur la mémoire des victimes innocentes et l'usage social des biens confisqués en Italie et en France



Le projet ERASMUS + et Crim'HALT

Les projets ERASMUS + organisés par Crim'HALT



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

- **Milan** (2022) : Rencontre avec des associations locales de l'antimafia en Lombardie (*Scuola Caponnetto*) pour comprendre la mobilisation citoyenne autour de l'éducation, de la justice sociale, de la gestion des biens confisqués et de la mémoire des victimes innocentes de la mafia
- **Rome** (2023) : Séjour d'étude à Ostia sur l'antimafia sociale en partenariat avec *Noi* fondée par la journaliste Federica Angeli, organisé avec des collectifs antimafia français (*Maxime Susini, Maffia NÒ - A vita IÈ* et *Alehan* des victimes à Marseille) et italiens, des journalistes, des enseignants, des étudiants, des victimes du crime organisé et l'Agence française qui gère les biens confisqués (AGRASC)
- **Casal di Principe** (2024) : Immersion dans cette ville de Campanie longtemps dominée par les clans mafieux, aujourd'hui devenue un symbole de l'engagement citoyen contre la criminalité organisée, représenté par le *Comitato Don Peppe Diana*



Programme journalier détaillé

2 AVRIL

Journée de voyage, arrivée prévue tard dans la soirée.

3 AVRIL

Matin ⇒ visite de Gênes à pied et des biens confisqués à la mafia, réutilisés à des fins non résidentielles :

- Atelier de réparation de vélos Ciclo Riparo,
- Association Pas à Pas,
- Association Gigi Ghirotti

Après-midi ⇒ présentation d'Auxilium et de Crim'HALT :

- Les biens confisqués à Gênes
- Comment Auxilium a obtenu la gestion de ces biens
- Crim'HALT présentera l'expérience française

4 AVRIL

⇒ Visite de quatre appartements confisqués à la criminalité organisée et aujourd'hui réaffectés à des fins sociales, ainsi que rencontre avec leurs occupant·e·s :

- Un logement accueillant des personnes en situation de grande précarité ;
- Un appartement destiné à héberger des personnes détenues en fin de peine ;
- Un lieu d'accueil pour de jeunes majeurs récemment sortis des foyers pour mineurs non accompagnés ;
- Un logement occupé par une femme et ses deux fils, tous trois souffrant de troubles psychiatriques.

5 AVRIL

Matin ⇒ Escape Room EnigMALAVITA sur le thème de la mafia et de l'anti-mafia

Après-midi ⇒ Tourisme, visite de Camogli

6 AVRIL

Journée de voyage retour

L'affectation sociale en Italie

Le 7 mars 1996, la **loi n°109/1996** relative à la gestion et à la destination des biens saisis et confisqués fut adoptée. Elle est le résultat de la mobilisation de la société civile italienne, qui s'est rassemblée autour du slogan « *una legge per la restituzione alla popolazione del maltoito* » (« une loi pour la restitution à la population du bien spolié »)

Principes de destination et d'affectation sociale des biens confisqués

La loi a introduit le principe d'affectation sociale des biens confisqués. Ces biens peuvent :

- être conservés dans le patrimoine de l'État pour des objectifs de justice, d'ordre public et de protection civile
- être transférés aux collectivités territoriales à des fins institutionnelles ou sociales par l'intermédiaire de l'Agence nationale pour l'administration et la destination des biens saisis et confisqués à la criminalité organisée (ANBSC)
- être mis à disposition d'organismes, d'associations de bénévolat et de la société civile

Il est essentiel de distinguer la destination et l'affectation sociale, cette dernière étant une des formes possibles de destination des biens

Rôle de l'ANBSC

Crée en 2010, l'ANBSC est une administration publique placée sous le contrôle du Ministère de l'Intérieur et de la Cour des comptes, dotée de pouvoirs décisionnels en matière de gestion des biens saisis et confisqués. Elle intervient à toutes les étapes du processus, de la saisie à la destination finale des biens, et assume notamment les missions suivantes :

- Administration et destination des biens (sommes d'argent, biens mobiliers, biens immobiliers et entreprises)
- Acquisition d'informations sur l'état des saisies et confiscations
- Nomination de commissaires ad hoc et gestion des procédures
- Adoption de normes exceptionnelles

L'ANBSC joue également un rôle central dans la concertation avec les collectivités locales et les organismes sociaux. Le principal canal d'affectation sociale repose sur les *Nuclei di Supporto* (« cellules de soutien »), qui regroupent les préfectures et les organismes gouvernementaux territoriaux. Lors de conférences de service organisées au sein de ces noyaux, l'Agence recueille les manifestations d'intérêt et lance le transfert des actifs au patrimoine des collectivités. Depuis peu, elle organise également des réunions préparatoires pour présenter les biens disponibles et anticiper les éventuels problèmes



Procédure de destination et d'affectation

Tant que la confiscation n'est pas définitive, les biens sont placés sous administration judiciaire et appelés *beni in gestione* (« biens en gestion »). Une fois la décision judiciaire finalisée, ils deviennent des *beni destinati consegnati* (« biens destinés attribués »). En revanche, si une destination a été définie mais que l'attribution n'a pas encore été réalisée, ils sont considérés comme *beni destinati non consegnati* (« biens destinés non attribués »). Enfin, certains biens peuvent être classés comme *beni usciti dalla gestione* (« biens sortis de la gestion ») en raison de leur revente, d'une démolition ou d'autres facteurs juridiques.

L'article 47 du Code antimafia fixe un délai de **90 jours** pour l'adoption de la décision de destination, prorogeable dans les cas complexes. Toutefois, la procédure d'affectation sociale peut prendre plus de temps en raison des démarches administratives et des travaux de rénovation éventuels.

L'article 48 du même code dispose que les biens immobiliers confisqués soient transférés à des fins institutionnelles ou sociales ou économiques, **en priorité**, dans le **patrimoine inaliénable** de la municipalité où se trouve le bien, ou dans le patrimoine non inaliénable de la province, de la ville métropolitaine ou de la région.

Les collectivités locales, seules ou en consortium, peuvent **gérer directement** ces biens ou en **attribuer la gestion**, par convention, **à titre gratuit** et selon des principes de transparence et d'égalité de traitement, à :

- des associations,
- des organisations de volontariat,
- des coopératives sociales,
- des communautés thérapeutiques et centres de réhabilitation pour toxicomanes,
- des associations de protection de l'environnement.

Les biens non attribués peuvent être exploités à des fins lucratives par les collectivités locales, à condition que les revenus générés soient exclusivement réinvestis dans des projets sociaux.

Depuis la création de l'ANBSC, 80,6 % des **23 658** immeubles destinés ont été attribués aux collectivités territoriales, tandis que 13 % ont été affectés à l'État. En 2023, **58,37 %** des biens immobiliers ont été **transférés aux collectivités à des fins sociales**, tandis que la vente des biens n'a concerné que 11,03 % des 3 927 biens immobiliers destinés.

L'affectation sociale concerne une **grande variété de biens** : appartements, maisons, terrains agricoles et entreprises... Les principaux bénéficiaires de cette réaffectation sont des associations, des coopératives sociales, des entités publiques et religieuses, ainsi que des établissements scolaires.

La criminalité organisée à Gênes

Historiquement, le **port** de Gênes est un foyer de criminalité, attirant diverses formes de trafics et d'activités illicites. Il devient rapidement un carrefour du narcotrafic, en particulier pour l'importation de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud.



Aux abords du port, les ruelles du centre-ville abritent depuis longtemps des zones de **prostitution**, aujourd'hui encore marquées par l'exploitation et la traite des êtres humains sous le contrôle de réseaux criminels. La prostitution de rue illustre la résilience de ces groupes, qui exploitent la vulnérabilité des femmes migrantes.

La **criminalité organisée** à Gênes prend son essor au milieu du XX^e siècle avec l'implantation progressive de plusieurs organisations mafieuses. Dès les années 1950, la '**Ndrangheta** calabraise s'y installe, faisant de la ville un point de transit stratégique pour les fugitifs en route vers la France et les États-Unis. Dans les années 1960, la Camorra napolitaine étend son influence au centre historique, tandis qu'en 1979, Cosa Nostra sicilienne s'y implante sous la direction de Salvatore Fiandaca, originaire de Caltanissetta.



Ces organisations diversifient leurs activités criminelles, allant de l'extorsion et l'usure au trafic de stupéfiants et au jeu clandestin.

Au fil du temps, la mafia infiltre également le tissu politique local, alimentant de vastes scandales qui mettent en lumière une corruption profondément enracinée au sein de l'administration publique génoise.

Focus : l'affectation sociale à Gênes

Ce n'est qu'à partir des **années 2000** que les premières **condamnations** pour association mafieuse sont prononcées par le Tribunal de Gênes, révélant l'ampleur des ramifications criminelles, en particulier celles de la 'Ndrangheta en Ligurie, loin de ses bastions traditionnels en Calabre (ex : procès dit "Maglio 3").

Face à cette situation, la municipalité et plusieurs collectifs citoyens ont décidé d'agir. En 2016, la condamnation de la famille **Canfarotta** (proxénètes de la région de Caltanissetta) et la confiscation de **115** de leurs biens

marquent un tournant décisif, constituant l'une des plus importantes saisies réalisées dans le nord de l'Italie. Des initiatives locales, menées par l'association Libera et des groupes scouts, émergent alors pour sensibiliser la population à l'importance de la récupération sociale de ces biens. « *Ceci n'est pas une devanture, mais un bien confisqué à la criminalité organisée qui est une ressource pour la communauté* »,

proclament ainsi les affiches placardées sur les rideaux métalliques des locaux abandonnés. Ce mouvement suscite un écho national et pousse les pouvoirs publics à renforcer leur engagement.



Les débuts ont néanmoins été marqués par de **nombreuses difficultés**. Beaucoup de biens sont restés à l'abandon, aggravant la dégradation des immeubles, certains menaçant de s'effondrer. L'état vétuste des appartements confisqués compliquait leur réhabilitation. La municipalité, confrontée à un manque de financements, a tardé à engager les travaux nécessaires. Dans certains cas, malgré la confiscation, des mafieux ont continué à occuper les biens, retardant leur affectation pour des projets sociaux. Ce manque de contrôle a permis aux criminels de continuer à exploiter ces lieux, certains étant réinvestis par des réseaux pour des activités illégales, comme la prostitution forcée ou le trafic de stupéfiants.

Aujourd'hui, la **municipalité de Gênes** gère **68 biens** confisqués, dont **18 sont dédiés au logement social** (social housing). Si 11 biens immobiliers restent encore en attente d'affectation – la plupart en raison de problèmes de rénovation –, les exemples de réussites commencent à se multiplier.

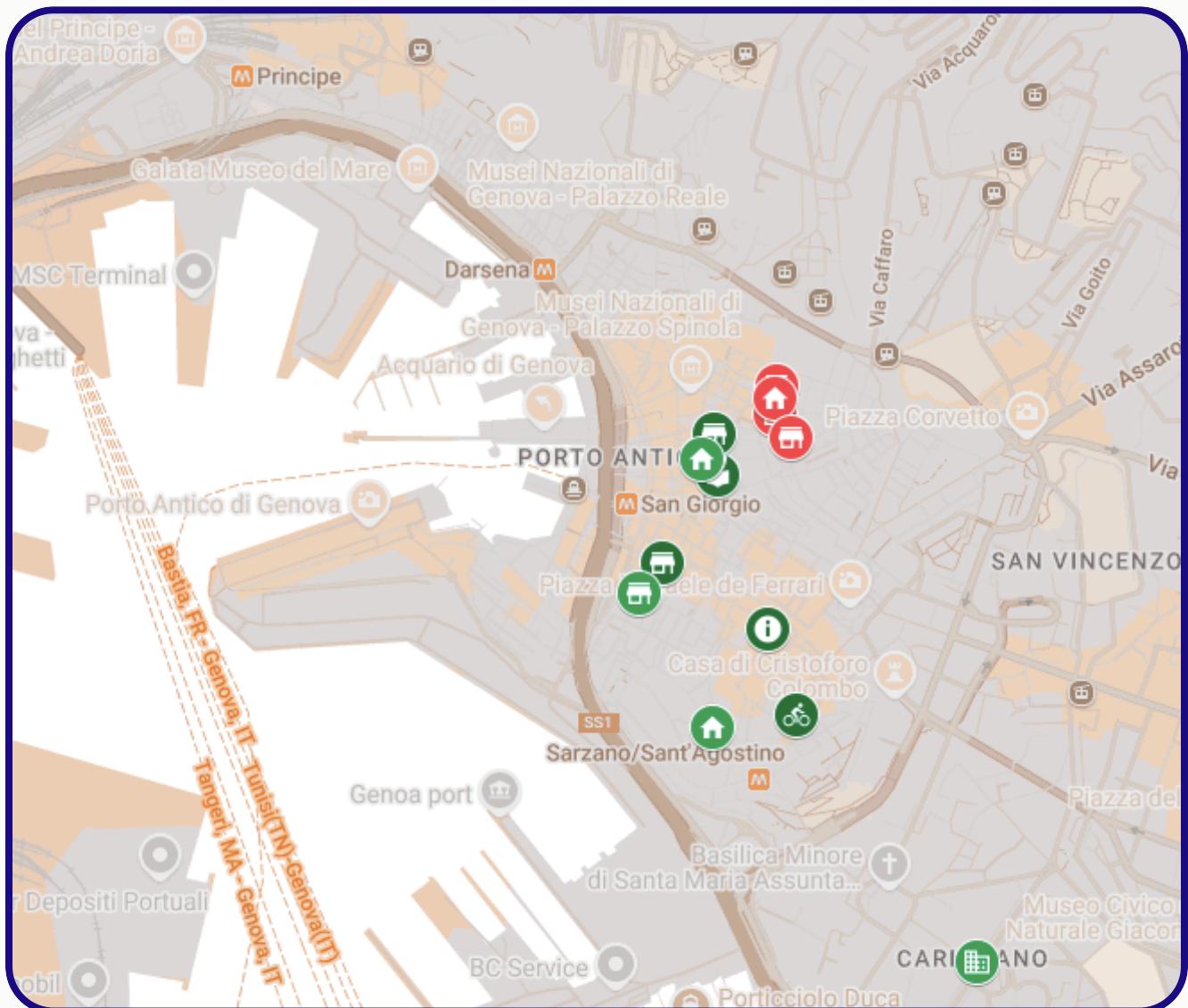
Les biens sont situés dans différentes zones de la ville, avec des concentrations dans le centre historique, Sampierdarena, San Teodoro, Sestri Ponente, Voltri, San Martino et Quarto. Plus de 70% sont gérés par le secteur tertiaire et 26 % sont donc destinés à des logements sociaux, tandis que d'autres accueillent des projets touristiques, culturels ou d'emploi.

Bien plus qu'une simple redistribution d'espace, cette réaffectation constitue un véritable **levier de transformation sociale et économique**. L'occupation de ces lieux par des associations, des structures d'entraide et des initiatives culturelles contribue à reconstruire un tissu urbain plus solidaire et résilient.



L'exemple génois illustre ainsi le pouvoir de la réutilisation sociale des biens confisqués comme outil de **justice réparatrice**. Comme le souligne Federico Cafiero de Raho, ancien procureur national anti-mafia, « *un citoyen qui voit qu'une villa mafieuse est transformée en centre social comprend concrètement l'action de l'État* ». La transformation de ces lieux d'oppression en espaces de solidarité incarne un renversement des valeurs, où la communauté reprend possession de son territoire et démontre que la justice ne s'arrête pas aux murs des tribunaux, mais s'inscrit dans le quotidien des citoyens.

Plan des biens confisqués à Gênes



En **vert foncé** : Biens confisqués et réutilisés à des fins sociales pouvant être visités (9)

En **vert clair** : Biens confisqués et réutilisés à des fins autres que sociales (27)

En **rouge** : Biens confisqués non destinés (8)

Association Pas à Pas

Pas à Pas : une association au service de l'intégration par la langue

Pas à Pas est une Association de Promotion Sociale fondée en 2014 avec pour mission de sensibiliser à la diversité et de promouvoir un modèle de cohésion sociale et de coexistence pacifique. Son approche repose sur l'apprentissage des langues, outil fondamental de connaissance, d'intégration et d'échange réciproque.

Dans cette perspective, l'association organise des cours d'italien et de langues étrangères et crée des espaces de socialisation et de rencontre où la langue joue un rôle essentiel. Ainsi, elle devient un "outil de proximité", permettant à chacun de se connaître et de se rapprocher progressivement. Pas à pas, justement.



Un lieu d'apprentissage au cœur de Gênes

Dans une ancienne boutique confisquée au crime organisé, située en plein centre historique de Gênes dans le quartier de la Maddalena, Pas à Pas a installé une salle de classe donnant sur la rue, dédiée à l'enseignement de l'italien aux nouveaux arrivants. La boutique de **Vico delle Vigne 10r** a été l'un des premiers biens confisqués attribués par la municipalité de Gênes via un appel d'offres en juin 2018. Ainsi, elle "est passé d'un lieu d'exploitation des personnes étrangères à un espace où elles sont accueillies et protégées", souligne Michaela Tirone, présidente de l'association.

Des cours pour tous, accessibles à tous

Les étudiants, principalement des migrants, peuvent apprendre gratuitement l'italien, sans avoir à présenter de documents pour s'inscrire. *Le parcours d'obtention des papiers est long et complexe, alors en attendant, ils peuvent déjà commencer un cours d'italien. La seule condition, c'est leur motivation*", explique Michaela. Chaque année, environ **200 étudiants** suivent ces cours d'italien. Près de 80 % participent en présentiel, répartis entre Vico delle Vigne 10r, le siège de l'association à Via delle Vigne 8r, ainsi que d'autres locaux partenaires, comme celui de Vico Indoratori 59r, un bien confisqué abritant A.N.L.A.I.D.S. Les 20 % restants suivent les cours en ligne.

Avec **40 enseignants bénévoles**, les cours couvrent un large éventail de niveaux.

En parallèle, l'association propose des cours de langues étrangères à prix accessibles – une source de financement partiel – couvrant les principales langues européennes ainsi que le russe et l'arabe, aux niveaux débutant, intermédiaire et conversation. Certains cours sont même animés par d'anciens étudiants des cours d'italien. "Nous encourageons la réciprocité : celui qui reçoit peut aussi être en mesure de donner", explique Michaela.

Tous les cours, d'italien ou de langues étrangères, se déroulent d'octobre jusqu'au début de l'été, avec un engagement hebdomadaire de 1h30 à 4 heures, selon le niveau. Bien plus qu'une école : un engagement social fort

Pas à Pas ne se limite pas à l'enseignement des langues. Fidèle à ce que Michaela qualifie en souriant de "**contrappasso**", l'association transforme un ancien lieu d'exploitation en espace de protection des droits. Une fois par mois, elle organise une permanence juridique gratuite, assurée par des bénévoles, pour accompagner les migrants dans la défense de leurs droits en Italie.

L'objectif reste clair : **un bien confisqué doit toujours conserver une utilité sociale**. "Ce n'est pas une récompense, mais une **responsabilité**", selon Michaela.



Fondation Gigi Ghirotti

La mission de la Fondation Gigi Ghirotti

La Fondation Gigi Ghirotti Genova a pour mission d'alléger la douleur grâce à des interventions visant à la soulager dans le cadre des soins palliatifs. Elle apporte une assistance à domicile aux patients et à leurs familles, en proposant des services médicaux, psychologiques, sociaux et spirituels. Elle exerce également son activité au sein des hospices, en tant que structure sanitaire dédiée à l'accompagnement des personnes en fin de vie.



Qui était Gigi Ghirotti ?

Gigi Ghirotti, né à Vicence en 1920, était un journaliste et écrivain. Atteint d'un cancer du sang, il a mené son combat avec la même foi dans les valeurs humaines et sociales qui avaient guidé sa vie. Il a témoigné de son expérience dans son ouvrage *Long voyage dans le tunnel de la maladie*, publié en 1973.

Un nouvel Info Point pour l'Association Gigi Ghirotti à Gênes

En 2019, la municipalité de Gênes a lancé un appel d'offres pour l'attribution de 44 biens confisqués au **clan Canfarotta** dix ans plus tôt et transférés à la municipalité par l'Agence nationale des biens saisis et confisqués (ANBSC).

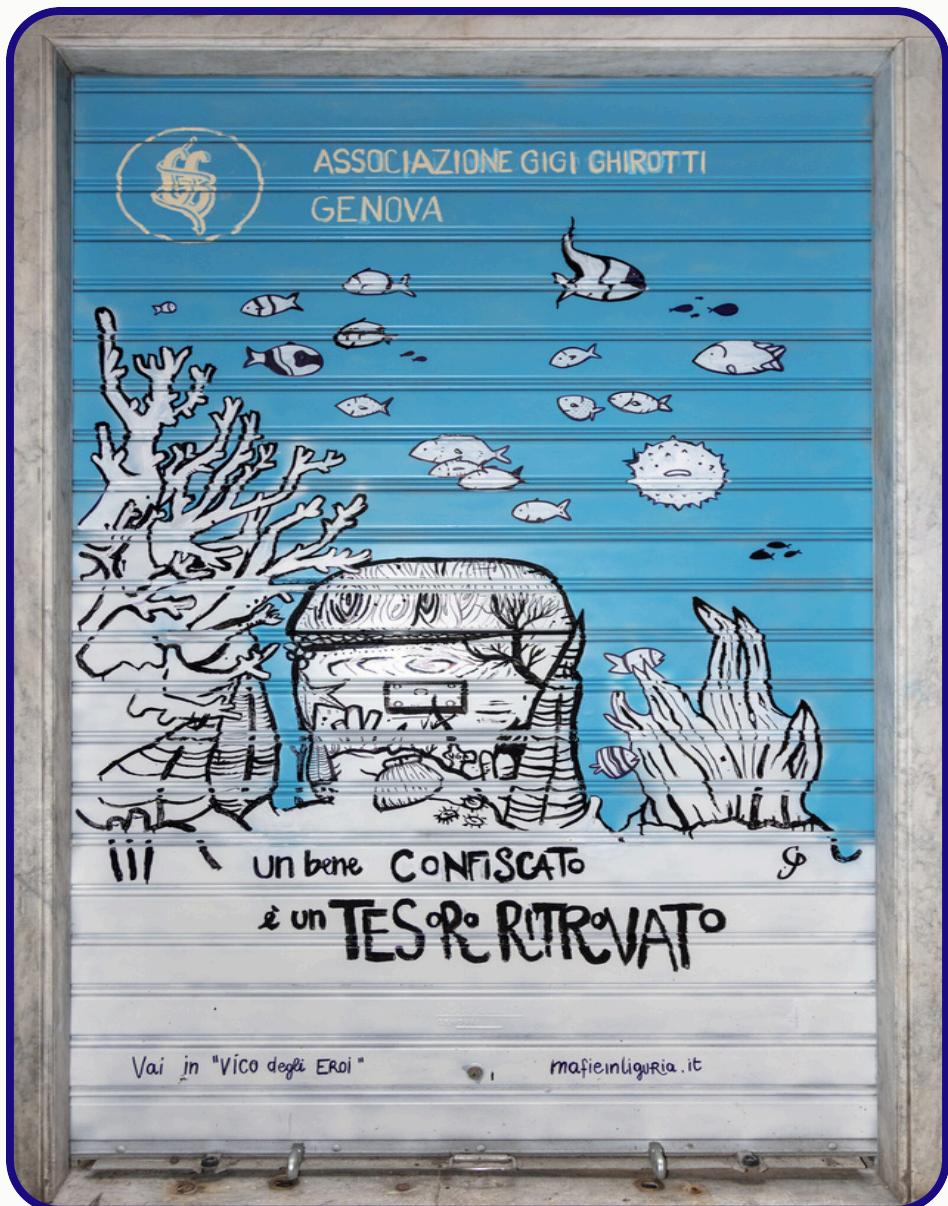
L'Association Gigi Ghirotti a remporté l'appel d'offres et y a ouvert en 2021 un nouvel Info Point.

« Nous sommes convaincus de pouvoir redonner vie à un quartier qui s'était éteint et d'offrir, grâce à une information claire et professionnelle, un service aux habitants du centre historique, ainsi qu'à ceux qui le fréquentent pour le travail ou les loisirs », a déclaré Franco Henriet, fondateur de l'Association Gigi Ghirotti. « Depuis toujours, notre association s'engage dans des projets sociaux collaboratifs, en prenant soin des personnes les plus vulnérables et en saisissant toutes les opportunités pour nous rapprocher de ceux qui ont besoin d'informations et d'accompagnement pour accéder aux services de soins. »

Les bénévoles de l'association, véritables points de référence en matière de traitement de la douleur et de soins palliatifs, informent les citoyens sur les dispositifs d'assistance disponibles.

Situé en plein cœur du centre historique, au **97 rosso di via Canneto il Lungo**, l'Info Point témoigne de l'engagement de la municipalité en faveur de la légalité, y compris dans des contextes complexes. « *La transformation d'un bien confisqué au crime organisé en un lieu de rencontre et de service est une victoire. Elle marque un point de départ dans la lutte contre la petite délinquance, grâce à des initiatives concrètes* », souligne Stefano Garassino, adjoint chargé de la Valorisation du patrimoine municipal.

Enfin, le rideau métallique de l'Info Point a été repeint en conservant, à travers le dessin et les couleurs, le message original : ***Un bien confisqué est un trésor retrouvé.***



CicloRiparo

Un espace récupéré au service du vélo

Le CicloRiparo est un atelier vélo associatif situé à Gênes, installé dans un espace confisqué à la mafia et réattribué via un appel d'offres public. Cogéré avec la coopérative Il Cesto dans le cadre du projet des jardins Luzzati, ce lieu restauré et mis aux normes est devenu un centre de promotion du vélo urbain.

Un atelier participatif



Le CicloRiparo n'est pas un simple magasin de réparation. Ici, on apprend à entretenir son vélo, à le réparer avec peu de moyens et à partager des compétences. Les interventions, réalisées sur rendez-vous, sont gratuites et accompagnées de conseils pratiques.

Un projet culturel et communautaire

Au-delà des réparations, le CicloRiparo propose des rencontres sur le cyclotourisme, l'histoire du vélo et des présentations d'ouvrages. Il abrite une "Cicloteca" et restaure des vélos anciens avec une approche respectueuse de leur histoire.



Un moteur pour la mobilité durable

Le CicloRiparo est membre de FIAB, une association qui collabore avec l'administration publique pour le développement des infrastructures cyclables à Gênes. En une année, 100 vélos ont été réparés, preuve d'une demande forte pour une mobilité douce et durable.

Avec son modèle participatif, le CicloRiparo démontre que le vélo est bien plus qu'un moyen de transport : c'est un outil de transformation sociale et urbaine.

EnigMalavita

Dans le centre historique de Gênes, un bien confisqué à la mafia reprend vie sous une nouvelle forme : EnigMALAVITA, un projet innovant qui transforme ce lieu en une Escape Room dédiée à la sensibilisation sur la criminalité organisée. Ce projet, porté par un groupe d'anciens **scouts** du groupe Agesci **Genova 13**, a pour ambition de rendre accessible au public un espace autrefois lié aux activités mafieuses, en proposant une expérience immersive et éducative.

Un projet né d'un engagement citoyen

L'initiative est née du désir de lutter contre la présence encore trop forte de la criminalité organisée en Ligurie, en s'appuyant sur un outil ludique et interactif. Mais EnigMALAVITA est aussi un hommage à Stefano Matricardi, ancien chef scout du groupe, passionné de jeux de logique et engagé dans des projets de citoyenneté active, décédé en mars 2020 des suites d'une tumeur incurable. Ses compagnons ont voulu concrétiser l'un de ses rêves en faisant de ce bien confisqué un lieu d'apprentissage et de mémoire.

Une Escape Room pour comprendre la mafia

Grâce à une campagne de financement participatif, la rénovation du bien et la conception du jeu ont débuté en septembre 2022. Ce jeu de logique repose sur le raisonnement stratégique et le travail d'équipe, tout en plongeant les joueurs dans une expérience immersive leur permettant de mieux comprendre les mécanismes et les impacts de la mafia. Une fois la session de jeu terminée, l'espace devient un parcours interactif destiné à approfondir la connaissance du phénomène mafieux à Gênes. Ce volet pédagogique vise à éveiller les consciences sur un sujet souvent méconnu, en mettant en lumière les dynamiques de la criminalité organisée et l'importance de la lutte contre ce fléau.



En associant jeu et sensibilisation, EnigMALAVITA illustre une nouvelle façon d'aborder la lutte contre la mafia : en offrant au public une expérience à la fois ludique et instructive, dans un espace qui témoigne de la victoire de la société civile sur la criminalité organisée.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Crim'HALT